

« La crise », dont tout le monde parle, ou fait semblant de parler, pose au système capitaliste — et au mouvement ouvrier — des questions fondamentales, et qui ne sont pas toutes simples.

La crise

et la division impérialiste du travail

L'article qui va suivre refuse donc tout simplisme, sinon toute simplification. C'est dire que sa lecture n'est pas toujours facile. Mais nous avons estimé indispensable de fournir aux lecteurs de TS les éléments d'une analyse en profondeur que nous nous proposons de traiter en deux étapes. Cette semaine, nous aborderons de façon générale, la question des rapports entre la crise et la division du travail. Dans le prochain numéro de TS nous tenterons d'analyser ce qui fait la spécificité de la crise française et les perspectives offertes à la bourgeoisie et au mouvement ouvrier.

En effet au moment où les nouveaux penseurs économiques de la gauche (1) proposent comme solution à la crise de développer prioritairement quelques « multinationales nationales », fers de lance d'une nouvelle spécialisation internationale de l'économie française, il est important de montrer que la question de la division internationale du travail est bien au cœur de la réflexion sur la crise. Mais que le problème est de l'analyser comme la caractéristique centrale de l'impérialisme dans sa phase actuelle, et non comme une simple répartition d'activité, même inégale et conflictuelle.

• Le développement de l'internationalisation de la production depuis 1945 ne permet plus d'analyser la réalité économique internationale comme étant la somme d'économies nationales ayant entre elles de simples rapports concurrentiels. Au contraire, il faut partir d'un capitalisme mondial. La dynamique de chacun de ses éléments (économies nationales, fraction de capital, etc.) ne peut être appréciée que par rapport au type de division internationale du travail et, sur cette base, aux formes de concurrence des capitaux à l'échelle internationale qui le caractérisent.

Le développement du capitalisme mondial apparaît ainsi, avant tout, comme un processus de division des travailleurs dont le capital va chercher à opposer les intérêts immédiats pour mieux les asservir dans leur totalité.

La division internationale du travail n'est au fond que la répartition, à l'échelle internationale, des diverses formes possibles de soumission du travail au capital, en fonction des différentes conditions physiques, sociales et historiques essentiellement nationales.

Aussi une des caractéristiques essentielles de la phase actuelle de l'impérialisme est-elle l'articulation entre la division intérieure capitaliste du travail et la division internationale impérialiste du travail.

La spécificité de telle situation nationale doit s'analyser par rapport à ce phénomène central.

Maturation

Ainsi la place des divers impérialismes ne peut être appréciée que par rapport à ce processus. Son analyse fait apparaître les détermination réelles des conflits inter-impérialistes et permet de montrer que, dans la phase actuelle, ce n'est pas l'impérialisme américain qui est seulement en cause mais c'est l'impérialisme. Ceci est fondamental pour la définition d'une stratégie de lutte.

Les premiers signes de maturation d'une nouvelle crise apparaissent dès les premières années de la décennie soixante, alors même que les classes dominantes commencent à faire croire

au « miracle » d'une croissance ininterrompue et capable de faire disparaître toutes les inégalités.

L'internationalisation de la production sous l'égide du capital américain fait naître des contradictions. A la fin de la seconde guerre mondiale, « l'avance » que le capital américain a acquise en matière de conditions d'exploitation lui permet de se réserver des positions stratégiques dans les principales branches industrielles à un moment où la transformation des conditions de production en Europe et au Japon et la nécessité de financer leur reconstruction créent d'importantes occasions de mise en valeur.

Pendant toute la période 1945-1940, les investissements directs américains se font principalement vers l'Europe et le Japon. Ce processus et ses conséquences vont modifier les rapports entre les principaux pays impérialistes. La reproduction de la domination américaine sera, peu à peu, un processus interne aux autres économies capitalistes du fait de la place dominante du capital américain dans le système productif mondial et du rôle hégémonique de l'Etat américain (dollar, aspects militaires, idéologiques, politiques). Cependant cette dynamique n'aboutit pas à un « super impérialisme » ; elle produit des contre-tendances. Il importe de les étudier avec soin pour comprendre la crise actuelle, car c'est une des « leçons » de cette période.

La généralisation des conditions de production que l'impérialisme américain a imposées à travers le monde a considérablement modifié les termes de la concurrence inter-impérialiste.

Pour devenir un processus permanent d'une ampleur croissante, l'internationalisation du capital américain passait par l'internationalisation des conditions sociales de production régnant aux Etats-Unis, c'est-à-dire des conditions de production et de reproduction de la force de travail.

En effet le modèle d'accumulation qui prend sa forme définitive aux Etats-Unis pendant la seconde guerre mondiale (et qui représente une réponse aux contradictions du développement capitaliste apparues à la fin du XIX^e siècle et culminant pendant la crise de 1929) repose sur des industries motrices centrées sur des biens durables de consommation, en particulier l'automobile. Le développement de ces industries et donc de celles qui en dépendent (ex. :



pétrole, chimie) implique une transformation de la production des conditions d'existence et de la reproduction de la force de travail, de façon qu'elles puissent apparaître sous forme de

marchandises capitalistes et être l'occasion d'une extension du champ de l'accumulation.

Ceci créa donc les conditions d'un engagement massif du capital industriel dans les branches productrices de moyens de consommation individuels (automobile, produits élémentaires).

La transformation de la manière de produire les conditions d'existence est ainsi création de nouveaux marchés en même temps que moyen d'une extension du salariat en détruisant ou en se subordonnant les anciens rapports de production précapitalistes, et en dévalorisant les anciens rapports domestiques.

La généralisation du machinisme va s'effectuer dans deux directions étroitement complémentaires. Elles expriment les deux grandes lignes d'évolution des processus de travail : développement d'une part, des procédés d'assemblage (industrie automobile, électronique, construction...) développement d'autre part des procédés de production continue - sidérurgie, chimie, verre...

Dans les deux cas, cette généralisation du machinisme va se traduire par une parcellisation accrue des tâches et une déqualification importante

L'extension de ce mode de soumission du travail au capital implique un développement technologique et scientifique qui puisse matérialiser ces nouveaux rapports de production et permettre d'imposer leur hégémonie.

La grande unité

Les bouleversements de la production ont poussé à la constitution de grandes unités de production. Ce phénomène n'est d'ailleurs qu'un aspect d'une transformation d'ensemble de l'organisation industrielle dans laquelle les petites et moyennes entreprises trouvent leur place de façon dominante, comme éléments spécifiques du capital productif, et à ce titre complémentaire des grandes unités de production.

Quelles que soient les différences qui existent d'une branche à l'autre, et même d'une entreprise à l'autre, la constitution de ces grandes unités se réalise à travers un double mouvement :

- un mouvement de division interne de ces unités;
- l'apparition d'unités séparées quoique concourant à la même production finale.

Le seul but de ce mouvement est d'obtenir, en tout point de la production, les conditions d'exploitation de la force de travail les plus favorables:

- la division interne va induire de nouvelles formes d'organisation des entreprises;
- la division externe : un réseau d'entreprises « autonomes » permettant une plus grande parcellisation du processus de production et donc une déqualification inégale de la force de travail employée.

La forme financière du capital est alors l'autre face de ce mode de division du travail.

Ainsi seule une simplification outrancière du développement de la production capitaliste peut en réduire l'analyse à celle des « monopoles » et autres « grandes entreprises ».

Le processus d'internationalisation de cette division interne et externe n'en change pas la nature mais fait apparaître l'articulation entre division nationale intérieure et division impérialiste du travail.

Une trop abondante littérature sur les formes multinationales a souvent caché ces véritables aspects au profit d'une vision institutionnelle (la « puissance » des firmes multinationales). Ce qui évite de poser les termes du développement capitaliste en fonction de la contradiction capital-force de travail et de l'affronte-

ment bourgeoisie-prolétariat.

Initiative de classe

Mais il faut que les idéologues fassent preuve de beaucoup de verbiages pour camoufler les réalités de l'affrontement. **La résistance des travailleurs oblige la bourgeoisie à s'insérer plus avant dans la division internationale du travail, ce qui veut dire accroître la division intérieure.**

Dans les pays capitalistes développés, l'exceptionnelle croissance de l'après-guerre s'est faite en étouffant les luttes de classes qui avaient explosé vers la fin de la guerre.

Dans ces pays le mouvement ouvrier est pris à défaut par les nouvelles conditions de production et tarde à mettre sur pied une alternative de classe aux nouvelles formes d'exploitation dans les grandes usines modernes. Le climat de la guerre froide accentue les divisions et le patronat occupe le terrain en pratiquant une très vive répression (automobile).

La mise au pas de la classe ouvrière fut rapide et « efficace » au Japon et en Allemagne, qui réalisèrent ensuite la croissance la plus rapide.

En France et en Italie, le mouvement ouvrier connut de dures défaites au cours des années 50. Mais préserva ses traditions de lutte.

Au cours des années 60, le rapport des forces commence à se retourner. Le taux de croissance ralentit et la masse des salaires se mit à croître au détriment des profits. Ce retournement était accompagné en France et en Italie par une forte reprise des luttes ouvrières. Même dans les pays où la « paix sociale » n'est pas encore rompue pour le moment — principalement en Allemagne, ce nouveau rapport de force fait sentir ses effets.

Partout les gouvernements tentent d'instaurer des « politiques des revenus ». Les mouvements de restructuration se développent rapidement.

Prise entre la menace d'une nouvelle offensive ouvrière en Europe, différente par ses exigences des luttes de l'après-guerre et une subordination complète à l'impérialisme américain — la bourgeoisie européenne est contrainte de chercher la voie de son développement impérialiste autonome. Les conflits naissants entre certains secteurs de la bourgeoisie européenne et l'impérialisme américain ont pour origine une modification du rapport de force entre bourgeoisie et prolétariat en Europe. Le gaullisme est certainement la première expression politique de ces conflits.

Pour répondre à cette résistance, la bourgeoisie va développer les divisions au sein des travailleurs à un niveau international.

En Europe, l'exode rural, les migrations de main-d'œuvre, le drainage de la force de travail depuis des régions défavorisées vers les régions industrialisées, l'afflux de réfugiés des pays de l'Est ou bien des ex-colonies et enfin l'importante vague d'immigration en provenance des pays méditerranéens et d'Afrique du Nord, assurent une abondance permanente de force du travail.

Durant les quinze années de l'après-guerre, cet afflux continu a permis d'imposer un très bas niveau des salaires et un taux d'exploitation très élevé et de réaliser une véritable « politique des revenus » même là où elle n'avait pas été officiellement adoptée.

Le marché du travail s'est compartimenté en secteurs plus ou moins étanches. On peut ainsi distinguer cinq composantes de la classe ouvrière, selon les conditions de salaire et d'emploi :

1°) La classe ouvrière traditionnelle, masculine, des centres urbains.

2°) Les couches nouvellement prolétarisées (ou reprotéariées comme les femmes), venues souvent de secteurs précapi-

talistes : jeunes, paysans... et dont les conditions de salaire et d'emploi sont en général inférieures à la première catégorie.

3°) La classe ouvrière immigrée. Ces deux dernières fractions de la classe ouvrière constituent essentiellement les OS.

4°) les travailleurs du tertiaire, privé ou public, dont le travail est de plus en plus parcellisé, mais qui résistent aussi de plus en plus.

5°) les inadaptés, les marginaux, les exclus.

Ce cloisonnement du marché du travail, auquel correspond une organisation du travail, est alors un des moyens de division employé par le capital et son Etat pour, face de la résistance ouvrière, s'assurer les bases d'une extension de la division du travail, et de la déqualification (développement des OS).

Ainsi les immigrés sont devenus majoritaires dans les secteurs d'exportation (automobile, mécanique, etc.), moteurs de tout le développement économique où la concurrence internationale entraîne une exploitation de plus en plus intense des travailleurs.

Les pouvoirs des pays européens tentent, pendant un temps, pour des raisons politiques et sociales, de ne pas s'attaquer trop brusquement aux conditions de travail, d'emploi et d'existence de la classe ouvrière nationale traditionnelle. Ceci a été particulièrement fort en Allemagne.

Ainsi le nombre des travailleurs immigrés pouvant être facilement réduit ou augmenté, ils ont suivi les contractions et les expansions conjoncturelles du marché de l'emploi. Leur précarité d'emploi a permis d'assurer le droit de fait au « plein emploi » pour au moins une partie des travailleurs nationaux.

La fonction propre des Etats

Ces bouleversements qui se développent dans « la manière de produire » et dans la « manière de vivre », dans les conditions de production et de reproduction de la force de travail, vont avoir pour conséquence la production de nouvelles formes sociales, juridiques, politiques et idéologiques, dans les sociétés capitalistes, en particulier européennes.

Ainsi cela va conduire à une extension et à une transformation des modalités des interventions de l'Etat, chaque fois que celles-ci se révéleront nécessaires à la reproduction des rapports sociaux.

L'existence d'un système productif international ne fait pas disparaître la permanence de fonctions propres aux Etats nationaux. Mais l'Etat national n'a perpétué sa fonction propre que dans la mesure où il a pu interioriser cette reproduction internationale du capital, où il a été capable de « prendre en charge l'internationalisation des fonctions publiques à l'égard du capital. »

Encore faut-il bien comprendre que ce rôle spécifique de l'Etat national dans la reproduction internationale du capital n'est pas « surajouté » au rôle qu'il joue dans la reproduction des classes sociales dans le cadre national et qui serait plus ou moins inchangé. Celui-ci n'est qu'un aspect d'une transformation qui l'affecte globalement, même si elle le reproduit comme Etat

national, dans la mesure où la reproduction des classes sociales, dans les conditions particulières à chaque pays, est elle-même transformée par les nouvelles conditions sociales de production qui tendent à s'imposer à l'ensemble des métropoles capitalistes. Il en est en particulier ainsi de la transformation de l'appareil scolaire qu'implique la nouvelle division du travail, mais aussi de la transformation de la « société civile » qu'entraîne l'extension du règne de la marchandise à l'ensemble des activités sociales.



La mise en œuvre à grande échelle d'un mode parcellisé d'organisation du travail en Europe présente un double avantage. D'une part, elle crée des possibilités de niveau de productivité du travail comparables à celles développées au USA ; et d'autre part, elle permettait de bénéficier de l'avantage de salaires encore inférieurs à ceux des USA. La pénétration des capitaux américains en Europe qui s'accélère au début des années soixante fut motivée par les super-profits que ceux-ci pouvaient y réaliser et dont une grande partie était rapatriée aux Etats-Unis même. Mais les capitaux américains ne furent pas les seuls à en bénéficier.

Ces surprofits furent, aussi le fait des capitaux européens qui mirent en œuvre cette organisation du travail. Concurrents dans cette mise en œuvre, capitaux américains et européens se retrouvaient « unis » pour éliminer les anciennes conditions de production et donc aussi les fractions de capital qui y étaient liées.

Mais du point de vue du capital, cette mise en œuvre généralisée de conditions de travail plus productives va tendre à égaliser les conditions de concurrence en éliminant les surprofits en même temps qu'elle réduit les occasions de nouveaux « bonds » de productivité. Vers la fin des années 60, les possibilités d'un accroissement substantiel des taux de profit apparaissent beaucoup plus faibles qu'au cours de la période précédente.

La concurrence devient alors très vive et pousse à une accumulation accrue.

Aux augmentations de salaire qu'il devra concéder, le capital tentera de répondre par une intensification de l'utilisation de la force de travail (accélération des cadences et durée du travail élevée). Mais face à la résistance que les travailleurs opposent, les capitalistes tentent alors de modifier le rapport salaire /profit à leur avantage directement à partir de la détermination des prix.

C'est alors que l'inflation se généralise et apparaît comme constitutive de cette phase de développement du capital

Hugues FRED ■

(1) Article de J. Attali « Le Monde » 4 /1 /75